

Congrès régional EELV Languedoc Roussillon 2023

Cap sur une 3ème voie !

Moins de conflits, plus de convivialité et d'efficacité

Nous sommes un certain nombre de militants fatigués des conflits et tensions qui règnent dans notre région et paralysent l'action politique, quand cela ne fait pas de nous la risée des électeurs. Nous voulons une instance régionale qui fonctionne et qui cesse de consacrer toute son énergie à la gestion interne. Nous voulons retrouver le plaisir de nous rencontrer et de militer ensemble sur des actions correspondant à nos valeurs et à nos objectifs.

Pour cela nous vous proposons 4 axes simples :

1. Une action prioritaire tournée vers l'extérieur : les états généraux de l'écologie.

A une très grande majorité, notre parti s'est engagé dans les états généraux de l'écologie, qui visent le rassemblement des écologistes actifs dans différentes luttes. Cette démarche est une occasion formidable de se mobiliser et d'exister partout sur le terrain, de réinvestir les zones où l'écologie est peu présente, de rencontrer ces militants de l'écologie qui ne se sentent pas représentés par nous lors des élections, de les écouter, de travailler avec eux, de nous fédérer. Nous nous donnons comme objectif prioritaire de soutenir à fond cette démarche qui doit être menée par les groupes locaux, et de mobiliser des moyens là où nous sommes particulièrement faibles et où l'extrême droite progresse : les zones rurales et les quartiers populaires.

2. Un fonctionnement apaisé.

Le conseil politique régional (CPR) est devenu un lieu de tensions et d'affrontements décourageant pour les bonnes volontés. Le secrétaire actuel assure beaucoup trop de tâches, et en conséquence, concentre sur sa personne les reproches et les rancœurs. Nous voulons changer ce fonctionnement en répartissant la charge de travail sur des binômes mixtes pour assurer le secrétariat et la trésorerie, et en rendant effectives les délégations (par exemple, le chargé

de communication interne doit pouvoir gérer la communication interne : listes de discussions, site, etc.). Ces délégations pourraient être confiées à des adhérents volontaires et pilotées par le bureau régional pour impliquer les militants et répartir la charge de travail.

Nous réclamons aux autres motions une discussion de tous avant l'élection du bureau exécutif régional (BER) pour faire émerger du CPR des personnes consensuelles, qui ont les compétences requises et s'engagent à travailler pour le collectif à chaque poste. Nous veillerons à la bienveillance de chacun dans les prises de position et ne prendrons parti ni pour les uns ni pour les autres. Nous prendrons position pour une ligne politique.

3. Une structuration en phase avec le terrain.

Notre parti a comme principe la subsidiarité. En l'absence de conseillers régionaux, l'essentiel de nos dossiers est porté par les groupes locaux (GL). Le rôle de l'instance régionale est prioritairement de leur apporter un appui, une logistique et un financement pour leurs actions. Nous proposons :

- Des modalités d'accueil des adhérents assorties d'un livret à proposer à tous les GL, et la mise en place des formations indispensables (communication non violente, sociocratie, gouvernance partagée).
- La mise en place d'une commission d'accueil. Cette commission serait composée d'adhérents, issus de différents GL et tirés au sort sur une liste de volontaires, pour aider le CPR à sortir de l'ornière sur les suspicions d'adhésions insincères. Cela s'accompagnera d'un renforcement du règlement intérieur régional sur ces sujets. Nous pensons que certaines dérives ont favorisé et favorisent encore une monopolisation du pouvoir, un

isolement des adhérents et, in fine, le départ de beaucoup.

- Une conférence des groupes locaux pour permettre échanges, partage d'expériences, et mise en commun des forces : il est plus facile d'être visible quand une action est coordonnée sur plusieurs territoires.
- Les coordinations départementales sont nécessaires pour faciliter le dialogue avec les autres partis, coordonner les actions et les prises de positions, permettre aux militants de se rencontrer plus facilement en raison de la proximité géographique, décharger l'instance régionale de certaines tâches ou assurer le relais. Elles sont possibles dans nos textes actuels, faisons les vivre avec les groupes locaux.
- Nos textes prévoient que le reversement des élus se fasse au niveau concerné ; cette disposition est peu solidaire et n'est pas appliquée, ce qui pose question à de nombreux élus ; nous reviendrons sur ce sujet pour mettre en place une répartition solidaire et transparente des reversements d'élus.
- Notre région n'est plus le Languedoc-Roussillon mais l'Occitanie ; on ne peut pas construire de positions régionales avec 2 conseils politiques, 2 bureaux, des communiqués séparés non concertés. On ne peut pas au moment des élections régionales continuer à ajouter des inter-BER, des inter-CPR, des inter-commissions électorales, et compter dans chaque demi-région à combien de candidats on a droit. C'est infernal et décourageant pour les simples militants. Nous voulons progressivement réunir les deux territoires pour accorder nos instances internes à celles de notre pays. La question de l'éloignement sera compensée par la mise en place des coordinations départementales.
- De retrouver en CPR des temps pour le débat politique, notamment sur les débats régionaux et sujets d'ampleur nationale.

4. Une stratégie politique claire

L'écologie politique est un projet de transformation radicale de la société qui repose sur la limitation de nos activités humaines, dans le cadre de la préservation de la vie sur notre planète, de notre climat, de la solidarité. Nous sommes bien seul, en tant que parti, à remettre en cause la croissance et « le progrès économique » comme seule boussole à l'action politique. Mais cela ne signifie pas, en attendant d'avoir atteint la majorité culturelle qui acceptera ces changements, de rester dans l'isolement auquel nous condamnons les scrutins non proportionnels. Nous savons que nous n'y arriverons pas seuls, en tout cas pour l'instant.

Il y a plusieurs enjeux : faire progresser notre projet et contrer le RN. On ne peut pas faire l'un sans l'autre. Soyons clairs : si le PS, hégémonique à gauche, a été longtemps notre allié privilégié, nous ne saurions soutenir ceux d'entre eux qui s'accrochent à leurs postes quitte à faire le jeu de RN, comme cela a été le cas aux législatives. Notre place est avec ceux qui acceptent un compromis entre plusieurs forces de gauche, qui reconnaissent la place de l'écologie, comme par exemple la NUPES pour les législatives. Nous devons réaffirmer notre existence et notre autonomie tout en préservant nos relations avec nos partenaires politiques. A nous d'être actifs et convaincants dans ces rassemblements, pour rééquilibrer les rapports de force et y faire progresser l'écologie, sans occulter que localement, les situations sont diverses en termes d'implantation et de possibilités de collaboration.

Donnez du poids à nos propositions, à notre rejet des oppositions de clans, rejoignez-nous !

La troisième voie, c'est celle du renouveau de l'écologie politique en région, celle de l'écologie d'abord !